

“mon anarchisme institutionnel est une proposition d'institutions sans Etat”

que praticien de la désobéissance civile contre les formes anti-démocratiques de secret imposées par les Etats et les grandes entreprises capitalistes. Cet hacktivism est fondé sur une forte autonomie individuelle et des formes de coopération. L'association de l'individualité et de la coopération est un axe des mouvements libertaires.

On entend de plus en plus de citoyens qui ne veulent plus participer au jeu électoral, notamment en 2017 : comment un libertaire s'adapte-t-il à la démocratie représentative usée ?

Je ne parle pas de démocratie représentative, mais de régime représentatif professionnalisé à idéaux démocratiques. Ce type de régime codifie des droits individuels et collectifs appréciables, mais ne correspond pas au double idéal démocratique associant autogouvernement de soi et des collectivités humaines. Ce type de régime promet faussement que la sélection électorale des élites qui nous dominent règlera les problèmes. Or, aujourd'hui, les élections, qui reconduisent la domination des représentants professionnels sur les citoyens, ne peuvent transformer radicalement une société.

Dans ce cas, la promesse de Podemos de transformer la société espagnole, c'est du flan ?

L'expérience de Podemos est intéressante en ce que cette organisation politique s'est créée à partir de mouvements sociaux. Mais faire de la question électorale l'axe central n'est guère efficace au regard de notre expérience du XX^e siècle qui montre plutôt que c'est peu ou pas émancipateur. Par contre, il n'est pas utile de diaboliser le vote comme souvent chez les anarchistes. Si je veux faire reculer l'échéance de l'arrivée au pouvoir du Front national, je ne vais pas hésiter à voter pour le moindre mal. Mais cela n'a pas grand-chose à voir avec la construction d'une société meilleure en rupture avec le capitalisme et l'étatisme.

La violence anarchiste des Black Blocs vous semble-t-elle inutile dans votre positionnement pragmatique ?

A l'origine, au sein du mouvement

altermondialiste, les Black Blocs se sont attaqués de manière violente non pas à des personnes mais à des objets symboles du capitalisme comme les banques. Cette forme d'action, illégale, peut être légitime dans certains cas. Par contre, j'ai un problème avec la violence contre les personnes, seulement légitime dans certains cas exceptionnels comme les résistances contre les fascismes.

Comment analysez-vous la séquence politique actuelle : recul sur la déchéance de nationalité et la loi El Khomri ?

La parenthèse ouverte en 1983 par ce qu'on a d'abord appelé “la rigueur”, et qui s'est révélée être un tournant néolibéral, s'approfondit. François Hollande et Manuel Valls sont en train de finir le sale boulot de destruction de la gauche entamé par François Mitterrand. Ils font parfois des choses que le sarkozysme n'aurait pas osé faire. Dans le même temps, la question de la déchéance de nationalité a déstabilisé l'imaginaire humaniste de la gauche qui avait été jusqu'à présent plutôt préservé, contrairement à la question sociale. L'extrême droitisation est de plus en plus patente et affecte les gauches, de Valls à l'économiste Jacques Sapir pour la gauche radicale, quand il a envisagé une alliance avec le FN. Aujourd'hui, les choses semblent sur des rails, avec une forte probabilité que le FN puisse accéder au pouvoir en 2022. Et on ne voit pas très bien comment on pourrait l'en empêcher. Il faut profiter de ce temps pour reconstruire des dispositifs alternatifs, en partant du local et en créant des formes nationales et internationales de coordination. Par contre, le débat sur la primaire à gauche ne constitue qu'une tentative désespérée de donner une nouvelle vie à une professionnalisation politique moribonde d'un point de vue démocratique. Et cela ne peut que retarder le développement de formes citoyennes d'auto-organisation.

Le scandale financier dit des “Panama Papers” peut-il nourrir la mobilisation Nuit debout démarrée le 31 mars place de la République à Paris ? Cette dernière peut-elle se transformer



e-press photo.com

en mouvement des indignés à la française ?

Ce nouveau scandale financier montre que les forces traditionnelles de droite (promesses de Nicolas Sarkozy à la suite de la crise de 2008) comme de gauche (discours du Bourget de François Hollande) sont dans l'incapacité de maintenir un minimum de règles éthiques dans le cadre du capitalisme international. Elles attendent même le fantasme du retour à la bonne nation protectrice et participent par là à l'extrême droitisation. Le scandale des “Panama Papers” peut créer une interférence aléatoire non prévue qui peut donner un nouvel élan à la mobilisation contre la loi El Khomri. A cause de connexions insuffisantes entre la gauche radicale et la jeunesse, la France n'a pas encore connu de mouvement comme les *indignados* espagnol. Avec Nuit debout, il y a une amorce possible de renouvellement.

Il n'y a pas si longtemps, il y avait une expression à la mode : être un anarchiste de droite. Pensez-vous que cela soit possible ?

Il y a une pensée anti-étatique qui peut être de droite, mais ça ne correspond pas du tout aux idéaux historiques de l'anarchisme comme composante du mouvement socialiste, donc également anticapitaliste. Ce qu'on a appelé l'anarchisme de droite en France, dans son alliance d'anticonformisme